



**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET**

**SECRETARIAT GENERAL**

**DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

**DIRECTION DE LA PROGRAMMATION  
ET DU CADRAGE BUDGETAIRE**

**A R R E T E N° 31. 977 /2012  
PORTANT OUVERTURE DE CREDITS  
AU NIVEAU DU BUDGET D'EXECUTION DE LA GESTION 2013  
DU BUDGET DE L'ETAT**



**Le Ministre des Finances et du Budget**

- Vu la Constitution ;
- Vu la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances ;
- Vu la Loi n°2004-009 du 26 juillet 2004 portant Code des Marchés Publics ;
- Vu la Loi n°2011-014 du 28 décembre 2011 portant insertion dans l'ordonnancement juridique interne de la Feuille de Route signée par les acteurs politiques malgaches du 17 septembre 2011 ;
- Vu la Loi n° 2012-021 du 17 décembre 2012 portant Loi de Finances pour 2013 ;
- Vu le Décret n°2004-571 du 1er juin 2004 définissant les attributions et la responsabilité de l'Ordonnateur dans les phases d'exécution de la dépense publique
- Vu le Décret n°2005-003 du 04 janvier 2005 portant règlement général sur la comptabilité de l'exécution budgétaire des organismes publics
- Vu le Décret n°2005-210 du 26 avril 2005 portant approbation du Plan Comptable des Opérations Publiques-PCOP 2006, modifié par le Décret n°2007-863 du 04 octobre 2007 portant aménagement du Plan Comptable des Opérations Publiques 2006 ;
- Vu le Décret n°2011-653 du 28 octobre 2011 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition d'Union Nationale ;
- Vu le Décret n°2011-687 du 21 novembre 2011 modifié par les Décrets n° 2012-495 du 13 avril 2012 et n°2012-496 du 13 avril 2012 portant nomination des Membres du Gouvernement de la Transition d'Union Nationale ;
- Vu le Décret n°2012-1161 du 18 décembre 2012 portant répartition des crédits autorisés par la Loi de Finances pour 2013 entre les différents Institutions et Départements ministériels de l'Etat ;

**A R R E T E :**

**Article Premier** :- Sont ouverts aux ordonnateurs appelés à les mettre en application au niveau des sections correspondantes et dans le cadre du budget d'exécution, les crédits du Budget Général adoptés par la Loi n° 2012-021 du 17 décembre 2012 portant Loi de Finances pour 2013 et suivant les états annexés au présent arrêté.

**Article 2** :- Les dispositions ci-dessus applicables au Budget Général de l'Etat sont également applicables aux Budgets Annexes et aux Opérations des Comptes Particuliers du Trésor.